



**RETURN BIDS TO:**  
**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**  
PWGSC/TPSGC Acquisitions Bid Receiving  
Box/Boîte de Réception des Soumissions  
Bid Receiving Box/Boîte de Récepti  
1st Floor/1<sup>ère</sup> étage, Suite 1212  
100-1045 Main Street  
Moncton  
New Brunswick  
E1C 1H1  
Bid Fax: (506) 851-6759

## SOLICITATION AMENDMENT MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

### Comments - Commentaires

**Vendor/Firm Name and Address**  
**Raison sociale et adresse du**  
**fournisseur/de l'entrepreneur**

**Issuing Office - Bureau de distribution**  
Acquisitions NB/PEI (Moncton Office) – Bureau  
d'acquisitions N.-B./Î.-P.-É. (Moncton)  
1045 Main Street / 1045, rue Main  
Moncton  
New Bruns  
E1C 1H1

<b>Title - Sujet</b> Instructor Development Plan, CTC DND	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> W2037-230010/B	<b>Amendment No. - N° modif.</b> 002
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> W2037-230010	<b>Date</b> 2022-11-07
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$MCT-043-6271	
<b>File No. - N° de dossier</b> MCT-2-45021 (043)	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> Atlantic Standard Time AST <b>on - le 2022-11-24</b> Heure Normale de l'Atlantique HNA	
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input checked="" type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input type="checkbox"/>	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Beausoleil (MCT), Timothee	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> mct043
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (902) 388-8377 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> (506) 851-6759
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b>	

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b>	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm</b> <b>(type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/</b> <b>de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

## MODIFICATION N° 002 À L'INVITATION

\*\*\*\*\*  
LES MODIFICATIONS/EXPLICATIONS SUIVANTES DES DOCUMENTS SONT  
EFFECTIVES IMMÉDIATEMENT. LES AMENDEMENTS FONT PARTIE DES  
DOCUMENTS DU CONTRAT.  
\*\*\*\*\*

### **2.4 DEMANDES DE RENSEIGNEMENT – EN PÉRIODE DE SOUMISSION**

**SUPPRIMEZ** - Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins 5 jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

**INSÉREZ** - Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante **au moins 10 jours civils** avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

### **QUESTIONS ET RÉPONSES :**

1. Les services requis dans le cadre de la demande de proposition susmentionnée sont-ils fournis actuellement ou l'ont-ils été par le passé? Si oui, veuillez indiquer quelles ont été les modalités de prestation des services (ex. : emploi direct, emploi pour une période déterminée, contrat de services personnels ou services offerts dans le cadre d'un contrat attribué à une entreprise). Si les services ont été obtenus auprès d'une entreprise, veuillez fournir le nom de ce fournisseur, ainsi que la durée et le montant du ou des contrats.
  - a. Oui – Fournis précédemment dans le cadre d'un contrat attribué.
  - b. MyWorkplace Health and Safety, 5 jours de service sur place; par protection des droits de l'ancien entrepreneur, les prix demeurent confidentiels.
2. La question porte sur la date de clôture indiquée sur la page couverture des invitations à soumissionner. Comme les critères cotés de la section Évaluation technique supposent une analyse des besoins et la mise sur pied d'un plan de perfectionnement de l'instructeur (PPI), la date de clôture du 8 novembre 2022 semble trop rapprochée. Le soumissionnaire demande donc respectueusement une prolongation de deux semaines.
  - a. Une prolongation de deux (2) semaines sera accordée.
3. À la section 2.1.1 du Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) (page 5), on fait référence à la clause C9000T. Cette clause précise que les soumissionnaires doivent soumettre des prix individuels pour chaque article et(ou) destination. Toutefois, dans la base de paiement figurant à l'Annexe B, on ne voit qu'un seul tableau d'établissement des coûts pour les deux lieux visé. Or, plus loin dans la demande de proposition (DP), soit à la section 14.2 de l'Énoncé des travaux (EDT), on dit que d'autres emplacements au Canada pourraient s'ajouter à une date ultérieure. Compte tenu de la prise en compte de la clause C9000T du manuel des

CCUA, le soumissionnaire demande respectueusement s'il doit présenter des prix distincts pour chaque lieu de prestation du service.

- a. Non. Le lieu de prestation n'est abordé qu'à titre informatif. Étant donné que l'emplacement n'influence pas la nature du travail et que les déplacements seront remboursés conformément aux lignes directrices du Conseil du Trésor, aucun prix distinct n'a à être communiqué ni étayé.
4. À la section 2.4 de l'EDT (page 21), on précise qu'à ce jour, deux cours pilotes ont été donnés aux instructeurs du Centre d'instruction au combat (CIC) et aux principaux cadres supérieurs. Il est supposé que le processus relatif à l'instruction individuelle et à l'éducation (II et E) ait été suivi dans la réponse à cette exigence. On peut ainsi conclure qu'une évaluation des besoins a été menée, de laquelle a découlé un plan d'instruction initial en vue de la tenue des cours pilotes. Le soumissionnaire demande donc respectueusement si on peut lui donner accès à l'évaluation des besoins et au plan d'instruction initial en question.
    - a. Aucune évaluation des besoins n'a été effectuée officiellement, pas plus qu'un plan d'instruction initial n'a été produit. L'énoncé des travaux présente les résultats escomptés et les questions qui doivent être abordées. Aucun autre document ne sera fourni.
  5. À la section 3.1 de l'EDT (page 21), on précise que l'objectif est d'obtenir des services pour élaborer et offrir plusieurs cours d'un Programme de perfectionnement d'instructeurs (PPI) en compétences en communications interpersonnelles aux instructeurs du CIC. Existe-t-il un PROJET de norme de qualification ou de plan d'instruction que les soumissionnaires pourraient consulter?
    - a. Il n'y a pas de norme de qualification ni de plan de formation liés à cette instruction en particulier. La production de tels documents n'est pas non plus prévue. Les soumissionnaires doivent mettre sur pied un programme qui permettra d'atteindre les objectifs de l'EDT. Ce PPI est différent des cours aux titres similaires donnés au sein des FAC.
  6. À la section 4.1 de l'Énoncé des travaux (page 21), on dit que l'entrepreneur doit élaborer/modifier un PPI et offrir plusieurs cours du PPI en anglais, en français ou les deux, conformément au DND 626, Autorisation des tâches. Cette exigence est comprise, mais le processus d'autorisation des tâches (AT) en tant que tel n'est pas défini dans la DP. Plus précisément, il n'y a aucune mention relative au préavis que l'entrepreneur recevra quand il lui faudra réagir à un éventuel projet d'AT. Il n'est pas non plus question du temps qu'on lui accordera pour préparer son estimation en réponse à la nouvelle AT. Enfin, il n'est pas clair si les AT viseront chacun des cours du PPI ou si elles en engloberont plusieurs. Le soumissionnaire demande donc respectueusement des éclaircissements sur le processus relatif aux AT à appliquer pour répondre à cette exigence.
    - a. L'entrepreneur sera informé des exigences à venir : 60 jours à l'avance, conformément à la section 6.3.2 de l'EDT.
    - b. Temps donné à l'entrepreneur pour préparer son estimation en réponse à un projet d'AT : Il n'est pas nécessaire de fournir des estimations pour les cours, car les prix seront préétablis et les déplacements seront remboursés conformément aux lignes directrices du Conseil du Trésor. Dans le cas de demandes de modification, un préavis de cinq jours ouvrables sera donné pour la production de l'estimation. L'EDT sera mis à jour pour inclure cette modification.

- c. À savoir si l'AT visera chaque cours du PPI ou en englobera plusieurs : Les AT peuvent regrouper un ou plusieurs cours, en fonction du calendrier, question d'éviter les dédoublements. Les cours n'auront pas lieu en même temps.

### **Modification à l'énoncé des travaux :**

Une estimation doit être présentée dans les cinq (5) jours ouvrables suivant la réception de la liste des modifications.

7. À la section 5.1 de l'EDT (page 21), on explique que l'entrepreneur, avec l'aide du personnel du MDN, doit analyser, concevoir, élaborer, modifier et exécuter le PPI pour le CIC. Cette exigence semble incompatible avec le libellé de la section 2.4, qui précise que deux cours pilotes ont déjà été donnés; la tenue de ces cours a nécessairement supposé une évaluation des besoins. Si ce n'est pas le cas, une analyse des besoins en formation devrait à tout le moins précéder le travail de préparation. Toutefois, la base de paiement figurant de l'Annexe B ne traite que des prix des cours et des modifications du programme. Le soumissionnaire demande donc respectueusement des précisions à savoir si une analyse complète des besoins en formation doit faire partie du prix unitaire par cours ou si une grille distincte doit être présentée en ce qui concerne la préparation d'un cours pilote pour le PPI.
  - a. Voir la réponse n° 4.
  - b. Dans leur proposition, les soumissionnaires doivent expliquer la façon dont ils entendent atteindre les objectifs de l'EDT. Il est attendu que tous les prix présentés par les soumissionnaires dans le tableau d'établissement des coûts fourni prennent en compte l'ensemble des frais connexes.
8. À la section 5.4 de l'EDT (page 22), on présente l'exigence relative à l'instruction suivie d'ateliers simultanés en petits groupes animés par l'entrepreneur pour chaque sujet lié aux compétences en communications interpersonnelles. Cette section décrit l'exigence touchant des discussions de groupe, mais il n'est pas question de la composition potentielle des groupes en ce qui a trait au grade et au groupe professionnel des participants. Notons que la section 1.1 de l'EDT souligne une volonté d'améliorer le développement des compétences en communications interpersonnelles des dirigeants et des instructeurs du CIC. Cela porte donc à croire que les groupes pourraient être formés de personnes possédant le grade de caporal-chef jusqu'à celui du major (et de gens d'ethnies, de cultures et genres diversifiés). Comme les groupes de discussion visent à stimuler la participation et à tirer parti de l'expérience des participants, une telle diversité de grades aux ateliers du PPI pourrait s'avérer contre-productive. Le soumissionnaire demande donc respectueusement des éclaircissements à savoir si le regroupement des participants par grade ou unité a été abordé à l'occasion des deux cours pilotes, et si certaines formes d'adaptation ont été appliquées (ex. : discussions en tenue civile ou discussions par unité).
  - a. Dans le cadre du PPI, des séances de discussion se sont faites en tenue civile, et des personnes de tous grades et groupes professionnels y ont pris part, ce qui a facilité les échanges.
9. À la section 5.4.1 de l'EDT (page 22), on mentionne que des ateliers en petits groupes doivent avoir lieu. Le soumissionnaire demande donc respectueusement si des salles de classe/d'atelier appropriées seront mises à sa disposition à cette fin dans les locaux du MDN.
  - a. L'intention est de mettre à profit des installations du MDN permettant d'accueillir les groupes complets et les ateliers en petits groupes.

- 
10. À la section 5.5 de l'EDT (page 22), on explique que l'entrepreneur sera, de temps à autre, invité à ajuster le contenu et/ou les méthodes de prestation de l'instruction. Cet énoncé va dans le sens de celui de la section 2.4, selon lequel la flexibilité est essentielle au succès du programme, de sorte que le matériel soit bien adapté. Cela dit, il faudrait préciser la manière dont les observations ou les recommandations quant au caractère adapté du matériel de cours seront consignées ou transmises à l'entrepreneur. Le soumissionnaire aimerait donc savoir qui sera responsable de la consignation des observations et/ou des recommandations des participants en ce qui a trait au matériel, et aussi connaître la forme que prendra cette activité (ex. : évaluations de cours, rapport de fin de cours, etc.).
- a. La rétroaction est colligée par le CIC dans le cadre de sondages, de validations et d'évaluations de cours menées dans différentes unités des FAC, soit le quartier général du Centre d'instruction au combat (CIC), l'Académie canadienne de la Défense (ACD), l'organisation du chef – Conduite professionnelle et culture (CCPC), le Groupe d'instruction de la génération du personnel militaire (GIGPM) et les participants. Le CIC effectuera une analyse après action avec l'entrepreneur suite à chaque cours, au besoin.
11. À la section 6.1 de l'EDT (page 22), il est question du fait que l'entrepreneur doit assister à une conférence de coordination virtuelle avec le personnel du CIC pour discuter des détails du PPI CIC. On dit aussi que la réunion traitera aussi de l'examen du plan d'instruction élaboré par l'entrepreneur concernant les modifications demandées par le CIC. Plus loin, à la section 8.1.1, on précise que, dans les dix (10) jours ouvrables suivant la conférence de coordination virtuelle, l'entrepreneur doit fournir un projet de plan d'instruction modifié pour le PPI. Ces énoncés portent à conclure à l'existence d'un plan d'instruction pour le PPI ou au fait que la production préalable d'un tel document n'est pas payée à l'entrepreneur. Par conséquent, le soumissionnaire demande respectueusement s'il y a un plan d'instruction pour le PPI, et, si ce n'est pas le cas, si les coûts de production d'un tel plan sont recouvrables par l'entrepreneur.
- a. Il n'existe aucun plan d'instruction pour le PPI. Dans leur proposition, les soumissionnaires doivent expliquer la façon dont ils entendent atteindre les objectifs de l'EDT, ce qui doit comprendre la production d'une ébauche de plan d'instruction pour le PPI. Il est attendu que tous les prix présentés par le soumissionnaire prennent en compte ce volet.
12. À la section 6.3.2 de l'EDT (page 25), on mentionne que le CIC avisera l'entrepreneur soixante (60) jours civils avant la date prévue de début du cours. Le soumissionnaire demande donc respectueusement de lui confirmer que cet avis se fera officiellement par une autorisation des tâches (AT).
- a. Oui.
13. À la section 6.3.3 de l'EDT (page 26), on stipule que le CIC se réserve le droit d'annuler ou de reporter un cours prévu, et, qu'en pareilles circonstances, il ne pourra être tenu de déboursier des frais ou de verser une indemnité. Or, comme la section 8.1.2 prévoit la fourniture des copies électroniques à jour de tout matériel de lecture de base, document à distribuer, cahier d'exercices et feuille de travail (en format bilingue) au plus tard deux (2) semaines avant chaque cours du PPI, l'annulation d'un cours pourrait entraîner des coûts pour l'entrepreneur. Le soumissionnaire demande donc respectueusement qu'il soit mentionné à l'article 6.3.3 que le CIC lui payera le cours au prix établi dans l'AT correspondante, s'il l'annule dans les deux semaines précédant sa tenue.
- a. Si l'entrepreneur est avisé de l'annulation avant la date de début du cours, il aura droit au remboursement des frais raisonnablement et convenablement engagés seulement. Des pièces justificatives seront exigées avant le versement du paiement. Cette disposition sera ajoutée à la section 6.3.3 de l'EDT.

---

### **Modification à l'énoncé des travaux :**

Si un cours est annulé ou reporté (14) jours avant la date établie de sa tenue, le CIC n'aura pas à débours des frais, à s'engager par contrat à débours un montant minimum, ni à verser une indemnité. En cas d'annulation ou de report dans les 14 jours ou moins avant la date de la tenue du cours, l'entrepreneur aura droit au remboursement des frais raisonnablement et convenablement engagés seulement. Des pièces justificatives seront exigées avant le versement de tout paiement.

14. À la section 7.1.1 de l'EDT (page 26), on précise que les animateurs principaux doivent posséder au moins un (1) diplôme reconnu d'un organisme reconnu par une province dans le domaine du développement des compétences en communications interpersonnelles. Est-ce que le Canada peut donner un exemple d'un tel diplôme, ou y a-t-il des diplômes universitaires précis ou une instruction du MDN qui seraient également acceptables comme équivalences?
  - a. En général, il sera question de formations sur les compétences en communications interpersonnelles (verbale et non verbale) ou de cours sur la théorie organisationnelle, ou encore de diplômes équivalents lié à l'amélioration des compétences générales et au renforcement des dynamiques d'équipe.
  - b. À l'heure actuelle, aucune instruction du MDN n'est acceptée comme équivalence.
15. À la section 7.1.2 de l'EDT (page 26), on précise que les animateurs adjoints doivent posséder au moins un (1) diplôme reconnu d'un organisme reconnu par une province dans le domaine du développement des compétences en communications. Est-ce que le Canada peut donner un exemple d'un tel diplôme, ou y a-t-il des diplômes universitaires précis ou une instruction du MDN qui seraient également acceptables comme équivalences?
  - a. En général, il sera question de formations sur les compétences en communications interpersonnelles (verbale et non verbale) ou de cours sur la théorie organisationnelle, ou encore de diplômes équivalents lié à l'amélioration des compétences générales et au renforcement des dynamiques d'équipe.
  - b. À l'heure actuelle, aucune instruction du MDN n'est acceptée comme équivalence.
16. À la section 9.3 (page 27), on dit que l'entrepreneur doit autoriser le MDN à rendre accessible le matériel de cours par l'intermédiaire du Réseau d'apprentissage de la Défense (RAD) interne. Or, comme le stipule le document 2010B (Conditions générales – Services professionnels [complexité moyenne]), à la section 3 du guide des CCUA, tout ce qui est créé ou conçu par l'entrepreneur aux fins d'exécution des travaux appartient au Canada. Il est donc difficile de comprendre la raison de l'inclusion de cet énoncé à l'EDT ou l'avantage perçu du téléversement dans le RAD de matériel de cours qui repose sur des discussions en petits groupes pour tirer parti des expériences des participants. Au-delà de cette préoccupation, le soumissionnaire demande respectueusement une confirmation du fait que l'entrepreneur ne sera pas tenu de convertir le matériel de cours dans un format compatible avec le téléversement dans le RAD ou pour la prestation d'une instruction à distance.
  - a. L'utilisation du RAD vise à faciliter la diffusion du matériel de cours ou de lecture préparatoires, si le programme de formation de l'entrepreneur comporte cet aspect.
  - b. À ce point-ci, il n'est pas non plus question de donner l'instruction à distance.  
L'entrepreneur ne sera pas tenu de convertir le matériel de cours du PPI dans un format compatible avec le RAD ou en vue de faciliter l'instruction à distance.

17. À la section 10.1 de l'EDT (page 27), on précise que le CIC fournira un écran plat à des fins d'affichage, mais aussi que l'entrepreneur doit fournir ses propres ressources technologiques pour se connecter à l'écran. On mentionne aussi l'absence de réseau de Wi-Fi aux lieux de l'instruction. Compte tenu de ces limites, le soumissionnaire demande respectueusement des précisions, à savoir si les participants au PPI auront leur propre accès à l'intranet (et aux services d'impression du Ministère), de façon à pouvoir utiliser des outils en ligne pertinents, comme un outil d'évaluation de la conscience de soi.
- a. Pendant la tenue ou la prestation de la séance du PPI, les participants n'auront pas un accès direct à l'intranet ni aux services d'impression du Ministère. Par conséquent, les participants doivent recevoir le matériel à imprimer à l'avance ou consulter l'outil d'évaluation de la conscience de soi au préalable.
18. À la section traitant des critères cotés (CC) de l'Annexe C – Évaluation technique (page 33), chacun des CC se fonde sur l'évaluation d'un plan d'instruction PPI soumis dans le cadre de l'évaluation technique. La conformité du plan d'instruction PPI aux éléments décrits à la section 5 de l'EDT est alors évaluée. Toutefois, la section 5 énumère des éléments généraux sans préciser la démarche d'évaluation des besoins qui a mené à leur sélection ou qui étaye leur importance dans l'élaboration du programme. Le soumissionnaire demande donc respectueusement si on peut lui donner accès à l'évaluation des besoins et au plan d'instruction initial ayant servi à mener les deux cours pilotes.
- a. Il n'existe pas d'évaluation officielle des besoins ni de plan d'instruction. Le besoin découle de l'intention des commandants à sensibiliser les instructeurs et les leaders quant à l'amélioration du contexte d'apprentissage. Le modèle actuel décrit la matière et la façon de l'enseigner, sans toutefois analyser l'amélioration possible du contexte d'apprentissage ni s'attarder aux capacités des instructeurs ou à la dynamique qui en résulte pendant la prestation de l'instruction. Nombre de questions liées au changement culturel ayant cours à l'échelle des FAC ont aussi influencé ce besoin.
- b. Le plan d'instruction utilisé par l'entrepreneur précédent relève de sa propriété intellectuelle, et ne peut par conséquent pas être fourni aux soumissionnaires.

\*\*\*\*\*

En soumettant son offre, le soumissionnaire confirme qu'il a lu et compris les exigences exprimées dans tous les amendements et a inclus tous les coûts de ces exigences dans le montant total de l'offre.

LES AUTRES MODALITÉS ET CONDITIONS RESTENT LES MÊMES.

\*\*\*\*\*